



PIECE 13 : DOSSIER DE MISE EN COMPATIBILITE DU PLAN LOCAL D'URBANISME DE BOVEL (MECDU)



Sommaire

1 ...Généralités sur la procédure de mise en compatibilité des documents d'urbanisme (MECDU) 3

1.1 Principe de la MECDU	3
1.2 Objet du dossier	3
1.2.1 Procédures déjà menées et en cours sur l'AVA	3
1.2.2 Justification du dossier	3
1.3 Contexte réglementaire	4
1.3.1 Examen du dossier par le PRéfet	4
1.3.2 Code de l'Urbanisme – Art. L.153-54 à 59	4
1.3.3 Code de l'Urbanisme – Art. R.153-13 et 14	4
1.3.4 Code de l'Urbanisme – Art. R.104-14 et 28	5

2 ...Présentation du projet 5

2.1 Description générale.....	5
2.2 Localisation du projet sur Bovel.....	7

3 ...Généralité concernant le contenu d'un PLU 7

4 ...Compatibilité avec les documents d'urbanisme supra-communaux 8

4.1 SCoT du Pays de Redon.....	8
4.1.1 Présentation	8
4.1.2 Incidences	8

4.2 Schéma régional de Cohérence Ecologique de Bretagne 9

4.2.1 Présentation	9
4.2.2 Incidences.....	9

5...Analyse de la compatibilité du PLU de Bovel10

5.1 Incidences sur le rapport de présentation.....	10
5.2 Incidences sur le PADD	10
5.3 Incidences sur les OAP.....	10
5.4 Incidences sur le règlement.....	10
5.4.1 Règlement littéral.....	10
5.4.2 Règlement Graphique	10

6...Mise en compatibilité du PLU de Bovel 12

6.1 Conditions de modification du règlement.....	12
6.2 Evolution du règlement littéral	12

7 ...Evaluation environnementale 13

1 GENERALITES SUR LA PROCEDURE DE MISE EN COMPATIBILITE DES DOCUMENTS D'URBANISME (MECDU)

1.1 PRINCIPE DE LA MECDU

Un PLU est un document d'urbanisme et un outil de planification urbaine à valeur légale visant à encadrer l'urbanisation, à l'échelle communale ou d'un groupement de communes (PLUi).

Le PLU doit, sur son périmètre, respecter les principes généraux énoncés aux articles L. 110 et L. 121-1 du code de l'urbanisme et déterminer les conditions d'un aménagement de l'espace respectueux des principes du développement durable en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction des besoins en matière d'habitat et d'équipements publics, d'activités économiques, commerciales ou touristiques, de sport, et de culture.

Le PLU expose :

- Un rapport de présentation du territoire ;
- Un Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) ;
- Des orientations générales d'aménagement et de programmation ;
- Un règlement pour les constructions et les orientations ;
- Des annexes (servitudes d'utilité publique, etc...).

La Déclaration d'Utilité Publique (DUP) "travaux" est une procédure qui permet de réaliser une opération d'aménagement sur des terrains privés par le biais d'une expropriation pour cause d'utilité publique. Elle peut entraîner, si nécessaire, la mise en compatibilité du document d'urbanisme local.

La mise en compatibilité est une procédure régie par le Code de l'urbanisme.

La mise en compatibilité d'un PLU a pour objet d'adapter le contenu du PLU afin de permettre, sur son périmètre d'application, la réalisation de l'opération dont la Déclaration d'Utilité Publique est envisagée.

Lorsque la réalisation d'un projet public ou privé de travaux, de construction ou d'opération d'aménagement présentant un caractère d'utilité publique ou d'intérêt général, nécessite une mise en compatibilité d'un document d'urbanisme (schéma de cohérence territoriale ou plan local d'urbanisme), ce projet peut faire l'objet d'une déclaration d'utilité publique.

Selon les dispositions prévues par l'article L. 153-54 du code de l'urbanisme, il est possible simultanément de déclarer d'utilité publique un projet et de mettre en compatibilité le PLU en vigueur.

1.2 OBJET DU DOSSIER

1.2.1 PROCEDURES DEJA MENEES ET EN COURS SUR L'AVA

L'Aqueduc Vilaine-Atlantique (AVA) en Tranche 3 est autorisé par l'arrêté d'autorisation au titre de la loi sur l'eau, en date du 30 octobre 2018.

Un dossier de déclaration d'utilité publique portant une évaluation environnementale au titre du R122-2 du Code de l'Environnement, a été réalisé en 2018 dans le cadre du projet de réalisation de l'AVA en Tranche 3. L'AVA a fait l'objet d'un arrêté de DUP/Servitude/MECDU du 4 février 2019 du préfet d'Ille-et-Vilaine, emportant Mise en Compatibilité des PLU de Bovel, Val d'Anast et Vézin-le-Coquet.

Par jugement rendu le 9 décembre 2021, le tribunal administratif a annulé l'arrêté de DUP/Servitude/MECDU du 4 février 2019 du préfet d'Ille-et-Vilaine.

Au vu de l'utilité publique du projet, le jugement a néanmoins appliqué une illégalité (annulation) de l'arrêté DUP/Servitude/ MECDU uniquement à partir du 1er janvier 2024. L'arrêté de DUP du 4 février 2019 est donc encore valable. Ce délai permet de régulariser les réponses techniques aux vices de procédures notés dans le jugement :

- Nécessité de fournir une étude d'impact, détaillant les incidences environnementales de l'ensemble de l'aqueduc vilaine atlantique (AVA) (tranches 1& 2 comprises),
- Nécessité de fournir une évaluation socio-économique, conformément à l'article 2 du décret susvisé du 17 juillet 1984, pour les canalisations de transport pour lesquelles le maître d'ouvrage demande la déclaration d'utilité publique autres que celles destinées au transport de gaz naturel, dont le coût est égal ou supérieur à 42 000 000 euros,

Le maître d'ouvrage fait également actualiser l'évaluation environnementale du projet au titre de la rubrique 22 de l'article R.122-2 du Code de l'Environnement en intégrant l'ensemble du tracé.

La procédure de DUP se base sur cette évaluation environnementale actualisée, qui comprend également une notice d'incidence Natura 2000 et un volet complémentaire en lien avec le statut de canalisation de transport - « Eléments au titre des infrastructures de transport » selon l'article R.122-5 III.

1.2.2 JUSTIFICATION DU DOSSIER

La pose de la canalisation sur la Tranche 3 de l'AVA est actuellement compatible avec les dispositions des règlements des Plans Locaux d'Urbanisme de l'ensemble des communes traversées, **sauf avec celles du règlement du PLU de la commune de Bovel.**

A ce jour, la commune de Bovel a engagé une révision allégée du PLU, qui ne sera probablement assurée qu'après avril 2023.

La mise en compatibilité de ce PLU est encore imposée par l'arrêté de DUP du 4 février 2019 jusqu'à fin 2023. Pour s'assurer de la compatibilité du PLU, au-delà de 2023 (en cas de retard prolongé de mise à jour du PLU) une relance de la procédure de mise en compatibilité des documents d'urbanisme est nécessaire, même si le dépôt du nouveau dossier de demande de DUP est prévu en mars 2023.

1.3 CONTEXTE REGLEMENTAIRE

1.3.1 EXAMEN DU DOSSIER PAR LE PREFET

Le présent dossier, établi conformément aux **Articles L.153-54 à 153-58 du Code de l'Urbanisme**, a pour objet la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Bovel.

Les dispositions des **Articles L.153-54 à 59, R.153-13 et 14, R.104-13 et 28 du Code de l'Urbanisme**, liées à la mise en compatibilité des documents d'urbanisme, sont explicitées ci-après.

1.3.2 CODE DE L'URBANISME – ART. L.153-54 A 59

La procédure prévue aux articles L. 153-54 à 153-58 du Code de l'Urbanisme relève de la compétence de l'Etat.

■ L'article L.153-54 du Code de l'urbanisme précise que :

« Une opération faisant l'objet d'une déclaration d'utilité publique [...], et qui n'est pas compatible avec les dispositions d'un plan local d'urbanisme ne peut intervenir que si :

1° **L'enquête publique concernant cette opération** a porté à la fois sur l'utilité publique ou l'intérêt général de l'opération et sur la mise en compatibilité du plan qui en est la conséquence

2° Les dispositions proposées pour assurer la mise en compatibilité du plan ont fait l'objet d'un **examen conjoint de l'Etat, de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou de la commune et des personnes publiques associées** mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9. »

■ L'article L.153-55 du Code de l'urbanisme précise que :

« Le **projet de mise en compatibilité** est **soumis à une enquête publique** réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement :

1° Par l'autorité administrative compétente de l'Etat :

a) Lorsqu'une **déclaration d'utilité publique est requise** ;

b) Lorsqu'une déclaration de projet est adoptée par l'Etat ou une personne publique autre que l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou la commune ».

■ L'article L.153-57 du Code de l'urbanisme prévoit que :

« A l'issue de l'enquête publique, l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou la commune :

1° **Emet un avis** lorsqu'une **déclaration d'utilité publique est requise**, lorsque la déclaration de projet est adoptée par l'Etat ou lorsqu'une procédure intégrée mentionnée à l'article L. 300-6-1 est engagée par l'Etat. Cet **avis est réputé favorable** s'il n'est **pas émis dans le délai de deux mois** ; décide la mise en compatibilité du plan dans les autres cas. »

■ L'article L.153-58 du Code de l'urbanisme prévoit que :

« La **proposition de mise en compatibilité** du plan éventuellement modifiée pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des **observations du public et du rapport du commissaire ou de la commission d'enquête** est approuvée :

1° Par la **déclaration d'utilité publique**, lorsque celle-ci est requise ;

2° Par la déclaration de projet lorsqu'elle est adoptée par l'Etat ou l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou la commune ;

3° Par arrêté préfectoral lorsqu'une procédure intégrée mentionnée à l'article L. 300-6-1 est engagée par l'Etat ;

4° Par délibération de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou du conseil municipal dans les autres cas. A **défaut de délibération dans un délai de deux mois à compter de la réception** par l'établissement public ou la commune de l'avis du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête, la **mise en compatibilité est approuvée par arrêté préfectoral**. »

■ L'article L.153-59 du Code de l'urbanisme prévoit que :

« L'acte de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou de la commune, mettant en compatibilité le plan local d'urbanisme devient exécutoire dans les conditions définies aux articles L. 153-25 et L. 153-26. Dans les autres cas, la décision de mise en compatibilité devient exécutoire dès l'exécution de l'ensemble des formalités de publication et d'affichage. Lorsqu'une déclaration de projet nécessite à la fois une mise en compatibilité du plan local d'urbanisme et du schéma de cohérence territoriale, la mise en compatibilité du plan devient exécutoire à la date d'entrée en vigueur de la mise en compatibilité du schéma. »

1.3.3 CODE DE L'URBANISME – ART. R.153-13 ET 14

La mise en compatibilité du PLU sera effectuée selon les articles L. 153-54 à 153-58 et R. 153-13 à R. 153-14 du Code de l'Urbanisme, relatifs à la mise en compatibilité des plans Locaux d'urbanisme (PLU).

■ L'article R.153-13 du Code de l'urbanisme énonce que :

« Lorsqu'il y a lieu de procéder à l'examen conjoint des dispositions proposées pour assurer la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme prévue par les articles L. 153-49 et L. 153-54, cet examen conjoint a lieu avant l'ouverture de l'enquête publique, à l'initiative de l'autorité chargée de la procédure. Le procès-verbal de la réunion d'examen conjoint est joint au dossier de l'enquête publique ».

L'article R.153-14 du Code de l'urbanisme prévoit que :

« Le dossier de mise en compatibilité du plan local d'urbanisme, éventuellement modifié pour tenir compte des avis joints au dossier d'enquête publique, des observations du public et des résultats de l'enquête, le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête ainsi que le procès-verbal de la réunion d'examen conjoint sont soumis pour avis par le préfet à l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou au conseil municipal. Si ceux-ci ne se sont pas prononcés dans un délai de deux mois, ils sont réputés avoir donné un avis favorable ».

1.3.4 CODE DE L'URBANISME – ART. R.104-14 ET 28

■ L'article R.104-14 du code de l'urbanisme prévoit que :

« Lorsque la mise en compatibilité n'entre pas dans le champ d'application de l'article R. 104-13, les plans locaux d'urbanisme font l'objet d'une évaluation environnementale à l'occasion de leur mise en compatibilité, s'il est établi qu'elle est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement au regard des critères de l'annexe II de la directive 2001/42/ CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement :

1° Après un examen au cas par cas réalisé dans les conditions définies aux articles R. 104-28 à R. 104-32, lorsque le plan local d'urbanisme est mis en compatibilité en application du second alinéa de l'article L. 153-51, dans le cadre d'une déclaration d'utilité publique en application de l'article L. 153-54 [...] »

■ L'article R.104-28 du Code de l'urbanisme prévoit que :

« L'autorité environnementale mentionnée à l'article R. 104-21 décide de soumettre ou non à une évaluation environnementale les procédures relevant de l'examen au cas par cas en application des articles R. 104-3 à R. 104-5, du 1° des articles R. 104-10 et R. 104-14 et de l'article R. 172-1. Elle prend sa décision au regard :

1° Des informations fournies par la personne publique responsable mentionnées à l'article R. 104-29 ;

2° Des critères de l'annexe II de la directive 2001/42/ CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement.

Lorsque l'autorité environnementale est la mission régionale d'autorité environnementale de l'inspection générale de l'environnement et du développement durable, le service régional chargé de l'environnement (appui à la mission régionale d'autorité environnementale) instruit le dossier et transmet son avis à la mission régionale qui prend alors sa décision. »

Une demande d'examen au cas par cas a été construite en conformité avec le R.104-29 du code de l'urbanisme, avec un accusé de réception par la MRAE en date du 5 janvier 2023.

2 PRESENTATION DU PROJET

2.1 DESCRIPTION GENERALE

Le projet de l'Aqueduc Vilaine Atlantique (AVA), porté par le SMG Eau 35, consiste à poser une portion de canalisation transportant de l'eau potable entre les usines d'eau potable de Férel et de Villejean à Rennes (fonctionnement dans les 2 sens) afin de :

- **Sécuriser l'alimentation en eau potable, notamment en période de crise** : ceci concerne une grande partie du département d'Ille-et-Vilaine, grâce au réseau de canalisations d'interconnexion inscrites au schéma départemental, mais également la zone de desserte de l'usine de Férel, sur les départements de Loire-Atlantique et du Morbihan comme le montrent les 2 figures ci-après ;
- **Préserver la ressource en eau** : en conséquence du point précédent, l'interconnexion permettra d'assurer, particulièrement sur le département 35, un meilleur respect des

débits d'étiage et une meilleure gestion de la ressource en eau via les barrages, en maîtrisant les prélèvements dans les cours d'eau ;

■ **Optimiser le fonctionnement des unités de production en eau existantes** :

- L'usine de FEREL qui présente une capacité de production supérieure aux besoins réels en dehors des périodes de pointe estivales,
- L'usine de VILLEJEAN et plus généralement les usines de la Collectivité Eau du Bassin Rennais, qui font face à une baisse des besoins en période estivale.

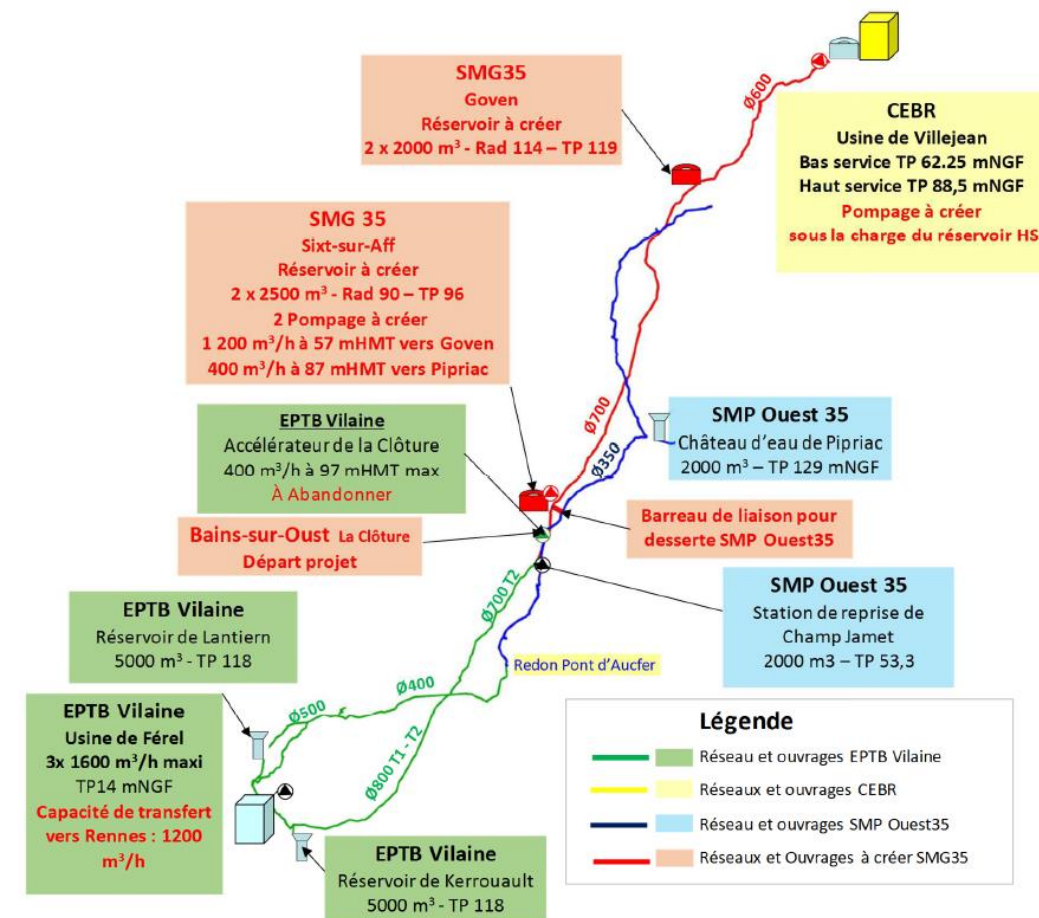


Figure 1 : Schématisation du principe de fonctionnement de l'AVA

Cette connexion est déjà mentionnée comme étant à entreprendre dans le Schéma Départemental d'Alimentation en Eau Potable d'Ille-et-Vilaine depuis l'année 2000 pour faire face aux besoins futurs du bassin rennais.

La mise en œuvre de l'interconnexion a été finalisée en 2013 dans le département du MORBIHAN, sous Maîtrise d'Ouvrage de l'IAV, à travers deux tranches successives :

- La **1ère tranche**, réalisée en 2010, a permis de relier, via un feeder DN 800 et DN 700 sur environ 20 km, de l'usine de FEREL à BEGANNE,
- La **2ème tranche**, réalisée en 2012, s'est poursuivie en DN 700 entre BEGANNE et BAINS-SUR-OUST,

La **3ème tranche de la liaison FEREL-RENNES, en lien avec la présente demande d'examen au cas par cas**, permettra la mise en œuvre effective de l'ensemble de l'interconnexion dans son mode de fonctionnement complet et définitif par l'intermédiaire de la réalisation des ouvrages suivants :

- Pose d'environ **59 km de canalisations** de diamètre DN 700 et DN 600, depuis le lieu-dit la Clôture à BAINS-SUR-OUST jusqu'à l'usine de Villejean à RENNES, sur un tracé traversant le territoire de 15 communes ;
- Création de **2 sites de stockage constitués chacun de 2 réservoirs** de 2 500 m³ à Sixt-sur-Aff et Goven (sur le tracé) ;
- Création d'une **station de pompage** associée sur le site de stockage de Sixt-sur-Aff ;
- Création **d'une station de pompage spécifique à l'usine de Villejean**, pour le fonctionnement en retour vers l'usine de FEREL ;
- Création **d'interconnexions intermédiaires** le long du tracé, notamment avec le SMP OUEST 35 et éventuellement des syndicats de distribution.

Les 15 communes d'Ille-et-Vilaine concernées par le tracé de la 3ème tranche de l'Aqueduc-Vilaine-Atlantique sont du Sud au Nord :

Bains-sur-Oust	Chavagne
Sixt-sur-Aff	Bréal-sous-Monfort
Bruc-sur-Aff	La Chapelle-Bouëxic
Saint-Séglin	Mordelles
Val d'Anast (anciennement Maure-de-Bretagne)	Le Rheu
Bovel	Vezin-le-Coquet
Baulon	Rennes
Goven	

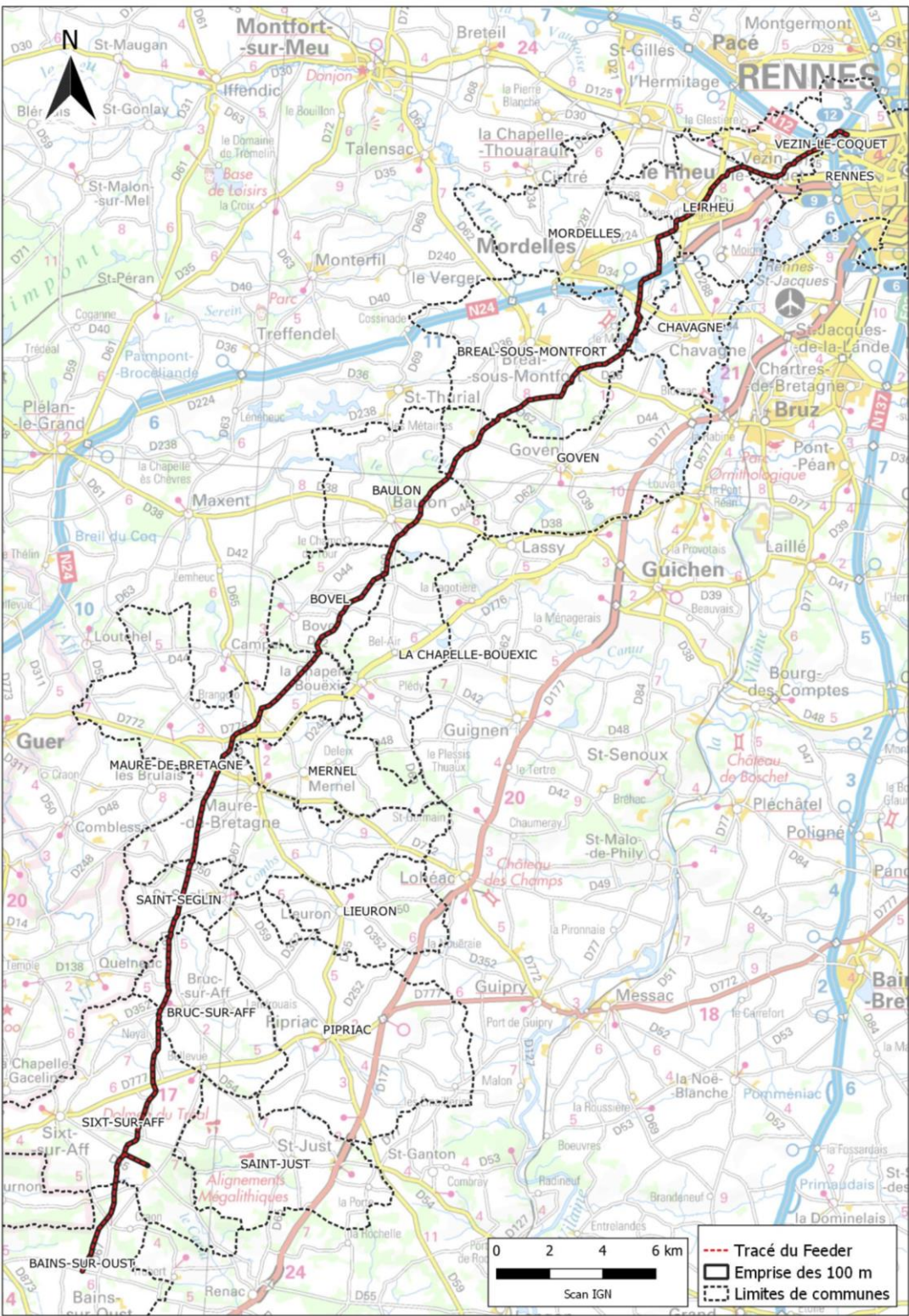


Figure 2 : Tracé de la canalisation de l'AVA sur la Tranche 3 (zone d'étude immédiate et son emprise de 100m)

2.2 LOCALISATION DU PROJET SUR BOVEL

L'AVA en tranche 3 traverse des zones classées en **zone N ou A, et des zones humides** sur la commune de Bovel. Sur ces secteurs, il ne s'agit que de travaux liés à la pose de la canalisation d'adduction d'eau potable.

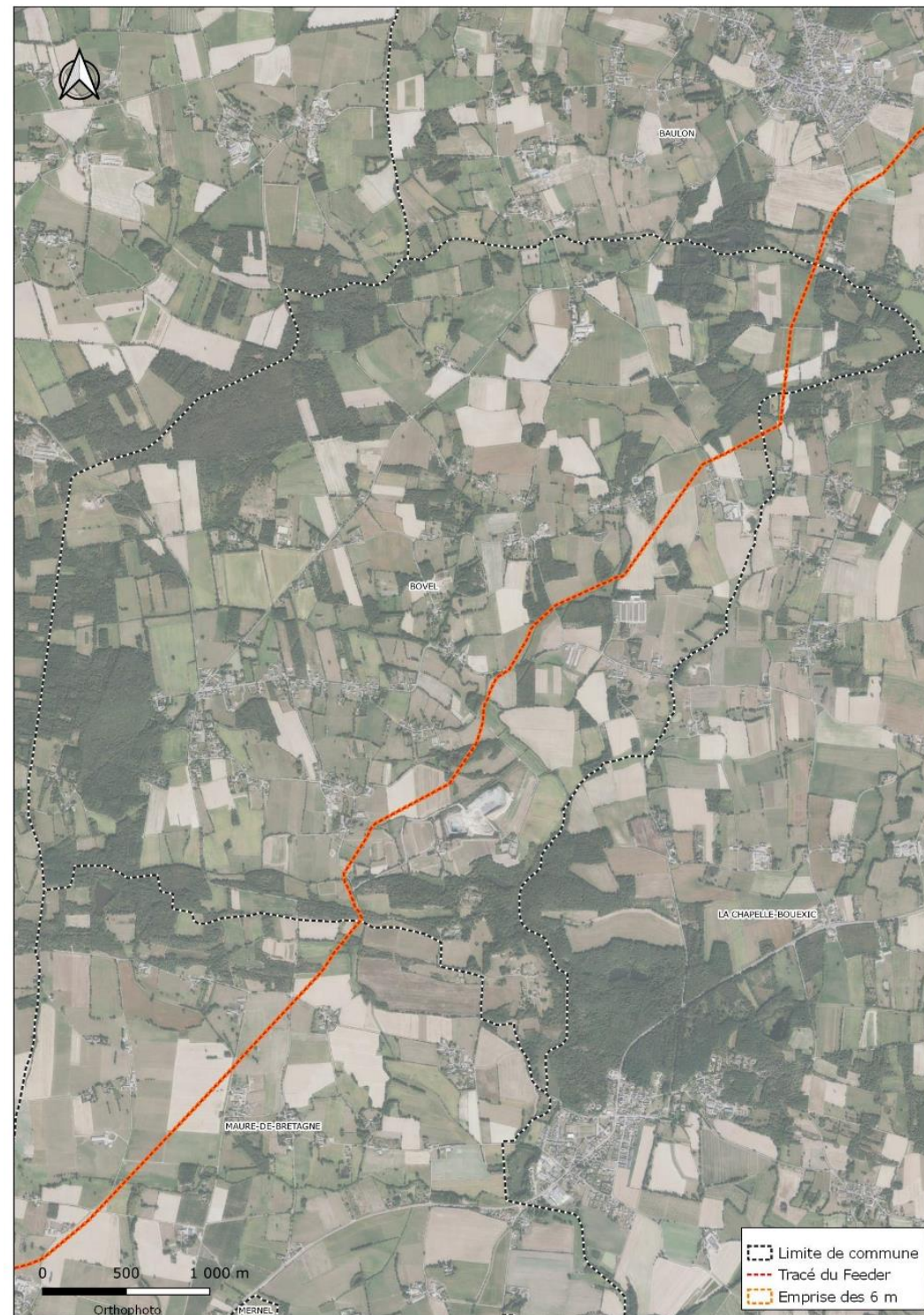


Figure 3 : Tracé de la canalisation AVA sur Bovel

3 GENERALITE CONCERNANT LE CONTENU D'UN PLU

En vertu des dispositions des articles L.151-2 et suivants du code de l'urbanisme, le Plan Local de l'Urbanisme (PLU) de la commune de BOVEL comprend les pièces suivantes :

■ Un rapport de présentation (RP) - Art.L.151-4, C. Urb.

« Le rapport de présentation explique les choix retenus pour établir le projet d'aménagement et de développement durables, les orientations d'aménagement et de programmation et le règlement.

Il s'appuie sur un diagnostic établi au regard des prévisions économiques et démographiques et des besoins répertoriés en matière de développement économique, de surfaces et de développement agricoles, de développement forestier, d'aménagement de l'espace, d'environnement, notamment en matière de biodiversité, d'équilibre social de l'habitat, de transports, de commerce, d'équipements et de services.

Il analyse la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers au cours des dix années précédant l'approbation du plan ou depuis la dernière révision du document d'urbanisme et la capacité de densification et de mutation de l'ensemble des espaces bâtis, en tenant compte des formes urbaines et architecturales. Il expose les dispositions qui favorisent la densification de ces espaces ainsi que la limitation de la consommation des espaces naturels, agricoles ou forestiers. Il justifie les objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain compris dans le projet d'aménagement et de développement durables au regard des objectifs de consommation de l'espace fixés, le cas échéant, par le schéma de cohérence territoriale et au regard des dynamiques économiques et démographiques.

Il établit un inventaire des capacités de stationnement de véhicules motorisés, de véhicules hybrides et électriques et de vélos des parcs ouverts au public et des possibilités de mutualisation de ces capacités ».

■ Un projet d'aménagement et de développement durables (PADD) - Art. L.151-5, C. Urb.

« Le projet d'aménagement et de développement durables définit :

1° Les orientations générales des politiques d'aménagement, d'équipement, d'urbanisme, de paysage, de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers, et de préservation ou de remise en bon état des continuités écologiques ;

2° Les orientations générales concernant l'habitat, les transports et les déplacements, les réseaux d'énergie, le développement des communications numériques, l'équipement commercial, le développement économique et les loisirs, retenues pour l'ensemble de l'établissement public de coopération intercommunale ou de la commune.

Il fixe des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain. Il peut prendre en compte les spécificités des anciennes communes, notamment paysagères, architecturales, patrimoniales et environnementales, lorsqu'il existe une ou plusieurs communes nouvelles ».

■ **Un document d'orientations d'aménagement et de programmation (OAP) – Art. 151-6, C.Urb**

Avec la loi « Grenelle 2 » du 12 juillet 2010, cette pièce des PLU, renommée orientations d'aménagement et de programmation » (OAP) devient obligatoire en application des articles L.151-1 à 151-3 du Code de l'urbanisme. Elle prévoit, comme les OA, les actions et opérations à mener telles que définies aux articles L.151-6, 151-7, 151-44, 151-46 et 151-47 (anciennement article L.123-1-4 du Code de l'urbanisme).

« Les orientations d'aménagement et de programmation comprennent, en cohérence avec le projet d'aménagement et de développement durables, des dispositions portant sur l'aménagement, l'habitat, les transports, les déplacements ».

■ **Un règlement - Art. L.151-8 à L.151-42, C. Urb.**

« Le règlement fixe, en cohérence avec le projet d'aménagement et de développement durables, les règles générales et les servitudes d'utilisation des sols permettant d'atteindre les objectifs mentionnés aux articles L. 101-1 à L. 101-3 ». (Art. L.151-8, C. Urb.)

« Le règlement délimite les zones urbaines ou à urbaniser et les zones naturelles ou agricoles et forestières à protéger. Il peut préciser l'affectation des sols selon les usages principaux qui peuvent en être faits ou la nature des activités qui peuvent y être exercées et également prévoir l'interdiction de construire. Il peut définir, en fonction des situations locales, les règles concernant la destination et la nature des constructions autorisées ». (Art. L.151-9, C. Urb.) »

4 COMPATIBILITE AVEC LES DOCUMENTS D'URBANISME SUPRA-COMMUNAUX

Le PLU de Bovel s'articule avec le SCoT du Pays de Redon – Bretagne Sud et le Schéma régional de Cohérence Ecologique de Bretagne.

4.1 SCOT DU PAYS DE REDON

4.1.1 PRESENTATION

Le SCoT du Pays de Redon – Bretagne Sud a été approuvé le 21 février 2019.

Le projet de pose de canalisation dans globalité peut être concerné par les orientations suivantes :

- **Enjeu 2** : Un projet de territoire protégeant et valorisant les espaces agricoles et naturels
 - Axe 2.1 Préserver les espaces agricoles
 - Axe 2.2 Pérenniser et diversifier les activités agricoles
 - Axe 2.3 Protéger les cours d'eau et les zones humides
- **Enjeu 3** : Un projet de territoire protégeant et valorisant les grands paysages
 - Axe 3.3 Préservation du bocage en tant qu'élément fondateur du paysage et de protection des continuités écologiques
 - Axe 2.5 Protéger les grandes continuités écologiques du territoire
- **Enjeu 8 : Un projet de territoire durable**
 - Axe 8.1 Gérer la ressource en eau (quantitative et qualitative).

4.1.2 INCIDENCES

L'ensemble du projet de Tranche 3 de l'AVA respecte les prescriptions environnementales découlant de la zone choisie. En effet, celui-ci fait l'objet d'une évaluation environnementale au sens de l'article R.122-2 du Code de l'Environnement, laquelle a écarté toute incidence significative sur l'environnement direct et indirect, en phase chantier comme en phase d'exploitation quant à sa mise en œuvre.

Les **mesures mises en place dans le cadre du projet de Tranche 3 de l'AVA** pour limiter les impacts, concourent au **respect des orientations du SCoT** sur les territoires concernés par le projet. Elles interviennent notamment sur :

- Les zones faisant l'objet de protection réglementaires et patrimoniales (mesures d'évitement)
- La qualité et le régime hydrologique des cours d'eau ;
- Les milieux naturels et les zones humides ;
- Les continuités écologiques ;
- Les espaces agricoles ;

4.2 SCHEMA REGIONAL DE COHERENCE ECOLOGIQUE DE BRETAGNE

4.2.1 PRESENTATION

Les lois Grenelle I (3 août 2009) et Grenelle II (12 juillet 2010) instaurent dans le droit français la création de la Trame Verte et Bleue comme outil d'aménagement durable du territoire destiné à enrayer la perte de biodiversité. Elles précisent le cadre de sa mise en œuvre, qui repose sur plusieurs niveaux emboîtés :

- Des orientations nationales, par lesquelles l'Etat précise le cadre méthodologique retenu pour appréhender les continuités écologiques à diverses échelles spatiales ;
- Des schémas régionaux de cohérence écologique (SRCE), respectant les orientations nationales copiloté par l'État et la Région ;
- Des documents de planification et des projets d'aménagement ou d'urbanisme, portés par les collectivités locales ou leurs groupements (SCoT, PLU, cartes communales, etc.), prenant en compte le SRCE à une échelle plus fine.

Le SRCE a pour objectif de définir les grands ensembles et les axes constitutifs de la trame verte et bleue (TVB) à l'échelle régionale et les cartographies à l'échelle du 1/100 000ème.

Le comité régional Trame Verte et Bleue se réunit aux étapes clés de l'élaboration du schéma pour valider son contenu.

Le contenu des SRCE est fixé par le code de l'environnement aux articles L. 371-3 et R. 371-25 à 31 et précisé dans les orientations nationales pour la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques (partie 2).

Sa composition et son fonctionnement sont encadrés par le décret n°2011-739 du 28 juin 2011.

Le comité breton a été installé le 30 janvier 2012. Le SRCE de Bretagne a été réalisé en septembre 2014. Le comité régional « Trame Verte et Bleue » s'est réuni le 9 juillet 2015 pour examiner les résultats des consultations et de l'enquête publique, et les modifications à apporter au SRCE. Il a été adopté le 2 novembre 2015.

4.2.2 INCIDENCES

Les objectifs assignés aux grands ensembles de perméabilités (GEP) concernés par le projet de l'AVA sont les suivants :

- Les GEP ayant un niveau de connexion des milieux naturels élevé (n°19, 21 et 22) : **Conforter la fonctionnalité écologique des milieux naturels**
- Le grand ensemble de perméabilité ayant un niveau de connexion des milieux naturels très faible (n°26) : **Restaurer la fonctionnalité écologique des milieux.**

Les orientations générales sur l'ensemble du territoire du SRCE sont définies comme suit :

THÈME C : LA PRISE EN COMPTE DE LA TRAME VERTE ET BLEUE DANS LE CADRE DES ACTIVITÉS HUMAINES ET DE LA GESTION DES MILIEUX :

- **Orientation 9 :** Préserver ou restaurer la continuité écologique des cours d'eau et les fonctionnalités liées aux interfaces entre trame verte et trame bleue.
- **Orientation 10 :** Préserver, améliorer ou restaurer les mosaïques de milieux liés à l'agriculture.

- **Orientation 11 :** Préserver, améliorer ou restaurer les mosaïques de milieux liés à la forêt.

THÈME D : LA PRISE EN COMPTE DE LA TRAME VERTE ET BLEUE DANS LE CADRE DE L'URBANISATION ET DES INFRASTRUCTURES LINÉAIRES :

- **Orientation 15 :** Réduire la fragmentation des continuités liée aux infrastructures linéaires existantes.
- **Orientation 16 :** Prendre en compte les continuités écologiques dans les projets d'infrastructures depuis la conception jusqu'aux travaux, en privilégiant l'évitement des impacts.

Ainsi, les mesures mises en place **dans le cadre du projet de Tranche 3 de l'AVA** pour limiter les impacts, concourent au **respect** des exigences du SRCE :

- Préserver la qualité et le régime hydrologique des cours d'eau ;
- Limiter au maximum l'impact sur les haies et les boisements.

5 ANALYSE DE LA COMPATIBILITE DU PLU DE BOVEL

Le PLU de Bovel a été approuvé par l'arrêté du 13 novembre 2012, et n'a pas fait l'objet de révision à ce jour.

5.1 INCIDENCES SUR LE RAPPORT DE PRESENTATION

Le rapport de présentation ne fait a priori pas mention du projet de l'AVA sur le territoire communal.

En application du dernier alinéa de l'article R.151-5 du Code de l'urbanisme, il sera ajouté au rapport de présentation la mention de la mise en compatibilité liée à la DUP du projet de l'AVA sur le territoire communal.

5.2 INCIDENCES SUR LE PADD

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) est un document simple (quelques pages seulement), accessible à tous les citoyens, qui permet un débat clair au Conseil Municipal. Le PADD n'est pas opposable aux tiers. Cependant, ses orientations trouvent une traduction dans le règlement et le zonage du PLU.

Le PADD ici présenté a pour objet de proposer des orientations d'aménagement et d'urbanisme, afin de mettre en œuvre une nouvelle politique territoriale, de concilier les différents intérêts et d'assurer à la Commune une évolution raisonnée et rationnelle, dans le respect de l'environnement.

Les orientations générales du PADD reprennent dans un premier temps les orientations d'aménagement et de programmation (OAP) qui visent à définir les conditions d'urbanisation de certains quartiers ou secteurs.

Au vu de la nature du projet de l'AVA, il n'y a pas la nécessité de modifier les dispositions du PADD pour permettre sa compatibilité avec le projet envisagé.

5.3 INCIDENCES SUR LES OAP

Le présent Plan Local d'Urbanisme contient des orientations particulières d'aménagement, qui visent à définir les conditions d'urbanisation, sur les zones 1 AU.

Au vu de la nature du projet de l'AVA, aucune orientation d'aménagement n'est à fortiori centrée sur ce dernier.

5.4 INCIDENCES SUR LE REGLEMENT

5.4.1 REGLEMENT LITTERAL

Les dispositions générales s'appliquent à l'ensemble du territoire de la commune de Bovel.

Dans le **règlement du PLU de Bovel** approuvé le 13 novembre 2012, il est mentionné qu'en :

■ **ZONE HUMIDE** : Tous travaux, installations, ouvrages sont interdits sur zone humide.

■ ZONE A :

Interdiction :

- Toute habitation, toute installation, bâtiment non liés et non nécessaires à l'exploitation agricole ou du sous-sol à l'exception de celles prévues à l'article A2 :
- Les éoliennes de plus de 12 m de haut
- Les zones humides inventoriées ou pas doivent être protégées.
- Sont interdits tous affouillements ou exhaussements du sol dans les zones humides sauf s'ils sont nécessaires à la restauration, l'entretien et la préservation de la zone humide, à la mise en œuvre d'ouvrage nécessaire à la restauration des continuités écologiques et ceux favorisant la biodiversité.
- Les exhaussements et affouillements y sont interdits sauf ceux liés à un reméandrage, ceux visant à rétablir et améliorer les continuités écologiques ou ceux visant à abaisser les lignes d'eau de crue."

Autres constructions autorisées :

- Les bâtiments annexes liés au logement de fonction avec une emprise au sol maximale de 60 m² ;
- Les affouillements et exhaussement de sol visés au Code de l'Urbanisme liés à l'exercice de l'activité agricole, à la défense incendie, à la régulation des eaux pluviales
- Les piscines individuelles privées situées à une distance maximale de 10 m par rapport au logement de fonction.

■ ZONE N : Interdiction idem à la ZONE A

Conditions spéciales :

- Les installations ou objets mobiliers destinés à l'accueil ou à l'information du public lorsqu'ils sont nécessaires à la gestion ou à l'ouverture du site au public.
- Les travaux nécessaires à la lutte contre les inondations (modification des champs d'expansion des crues, création de zone d'expansion des crues...).

A ce jour, le règlement littéral du PLU de Bovel ne permet pas d'envisager des travaux d'affouillements pour la pose de la conduite d'eau potable de l'AVA que ce soit en zone humide, zone A ou N. Une mise en compatibilité est donc nécessaire vis-à-vis de ce projet d'Utilité Publique.

5.4.2 REGLEMENT GRAPHIQUE

La figure suivante présente le règlement graphique du PLU de Bovel.

Au vu de la nature du projet de l'AVA, il n'y a pas la nécessité de modifier le règlement graphique du PLU de Bovel pour permettre sa compatibilité avec le projet envisagé.



6 MISE EN COMPATIBILITE DU PLU DE BOVEL

6.1 CONDITIONS DE MODIFICATION DU REGLEMENT

Pour rappel, une jurisprudence permet de faire passer les canalisations en zones boisées classées sous réserve que ce passage n'engendre pas d'abattage d'arbres et que la canalisation n'est pas de nature à compromettre la conservation, la protection ou la création des boisement (pas de demande de déclassement et d'autorisation de défricher).

La mise en compatibilité du PLU concerne l'autorisation de travaux (affouillements) en zones humides, zone agricole et zone naturelle **uniquement** dans le cas où ce sont **des travaux d'intérêt général nécessaires à la mise en place d'une canalisation de transport d'eau potable Aqueduc Vilaine-Atlantique**.

La modification du PLU est centrée sur la note liminaire (régissant l'ensemble de la réglementation du PLU). Ainsi, la modification du PLU de Bovel n'est pas de nature à modifier la volonté de protection des zones humides, de l'activité agricole et les zones naturelles.

Les modifications apportées ne concernent que le règlement littéral du PLU de Bovel.

6.2 EVOLUTION DU REGLEMENT LITTERAL

Les modifications apportées au « règlement littéral » sont de couleur **rouge** et mise en forme « **gras** ».

Les modifications de la mise en compatibilité dans le règlement seraient sous ce format :

« 2.19 Inventaire des zones humides et des cours d'eau

Les zones humides inventoriées ou pas doivent être protégées. Sont interdits tous affouillements ou exhaussements du sol dans les zones humides sauf s'ils sont nécessaires à la restauration, l'entretien et la préservation de la zone humide, à la mise en œuvre d'ouvrage nécessaire à la restauration des continuités écologiques et ceux favorisant la biodiversité. L'implantation des constructions se fera au minimum à 5 mètres des cours d'eau recensés dans le PLU. Les exhaussements et affouillements y sont interdits sauf ceux liés à un reméandrage, ceux visant à rétablir et améliorer les continuités écologiques ou ceux visant à abaisser les lignes d'eau de crue." De même, tout aménagement ayant un impact sur une zone humide même si celle-ci n'est pas recensée au plan, peut relever d'une instruction au titre de la Loi sur l'eau et tous travaux non conformes s'exposent à une verbalisation des services de la police de l'eau.

Dans le cadre du projet d'utilité publique de mise en place d'une canalisation de transport d'eau potable de l'Aqueduc Vilaine Atlantique, les travaux nécessaires à sa réalisation sont autorisés. »

ARTICLE A 1 TYPES D'OCCUPATION OU D'UTILISATION DU SOL INTERDITS

« Toute habitation, toute installation, bâtiment non liés et non nécessaires à l'exploitation agricole ou du sous-sol à l'exception de celles prévues à l'article A 2

Les éoliennes de plus de 12 m de haut

Les zones humides inventoriées ou pas doivent être protégées.

Sont interdits tous affouillements ou exhaussements du sol dans les zones humides sauf s'ils sont nécessaires à la restauration, l'entretien et la préservation de la zone humide, à la mise en œuvre d'ouvrage nécessaire à la restauration des continuités écologiques et ceux favorisant la biodiversité.

Les exhaussements et affouillements y sont interdits sauf ceux liés à un reméandrage, ceux visant à rétablir et améliorer les continuités écologiques ou ceux visant à abaisser les lignes d'eau de crue."

En zone Ab, il est interdit tout type de construction et installation y compris celles liées à l'activité agricole et au sous-sol.

Dans le cadre du projet d'utilité publique de mise en place d'une canalisation de transport d'eau potable de l'Aqueduc Vilaine Atlantique, les travaux nécessaires à sa réalisation sont autorisés. »

ARTICLE A 2 TYPES D'OCCUPATION OU D'UTILISATION DU SOL AUTORISES MAIS SOUMIS A CONDITIONS SPECIALES

2.2 Autres constructions autorisées

« Les bâtiments annexes liés au logement de fonction avec une emprise au sol maximale de 60 m²

Les affouillements et exhaussement de sol visés au Code de l'Urbanisme liés à l'exercice de l'activité agricole, à la défense incendie, à la régulation des eaux pluviales

Les piscines individuelles privées situées à une distance maximale de 10 m par rapport au logement de fonction

Dans le cadre du projet d'utilité publique de mise en place d'une canalisation de transport d'eau potable de l'Aqueduc Vilaine Atlantique, les travaux nécessaires à sa réalisation sont autorisés. »

ARTICLE N 1 TYPES D'OCCUPATION OU D'UTILISATION DU SOL INTERDITS

« Sont interdites les constructions et occupations du sol de toute nature, soumises ou non à autorisation à l'exception de celles prévues à l'article N2

Les éoliennes de plus de 12 m de haut Les zones humides inventoriées ou pas doivent être protégées.

Sont interdits tous affouillements ou exhaussements du sol dans les zones humides sauf s'ils sont nécessaires à la restauration, l'entretien et la préservation de la zone humide, à la mise en œuvre d'ouvrage nécessaire à la restauration des continuités écologiques et ceux favorisant la biodiversité.



Les exhaussements et affouillements y sont interdits sauf ceux liés à un reméandrage, ceux visant à rétablir et améliorer les continuités écologiques ou ceux visant à abaisser les lignes d'eau de crue.

Dans le cadre du projet d'utilité publique de mise en place d'une canalisation de transport d'eau potable de l'Aqueduc Vilaine Atlantique, les travaux nécessaires à sa réalisation sont autorisés. »

ARTICLE N 2 TYPES D'OCCUPATION OU D'UTILISATION DU SOL SOUMIS A DES CONDITIONS SPECIALES

Les installations ou objets mobiliers destinés à l'accueil ou à l'information du public lorsqu'ils sont nécessaires à la gestion ou à l'ouverture du site au public.

Les travaux nécessaires à la lutte contre les inondations (modification des champs d'expansion des crues, création de zone d'expansion des crues...)

Dans le cadre du projet d'utilité publique de mise en place d'une canalisation de transport d'eau potable de l'Aqueduc Vilaine Atlantique, les travaux nécessaires à sa réalisation sont autorisés. »

7 EVALUATION ENVIRONNEMENTALE

Dans la décision N° : 2023-010387, du 27 février 2023, la mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) de Bretagne a décidé que « En application des dispositions du livre I er, titre préliminaire, chapitre IV du code de l'urbanisme, **la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de Bovel (35) pour le projet d'aqueduc Vilaine Atlantique n'est pas soumise à évaluation environnementale** ».

La décision est jointe en annexe à la pièce 10 du dossier de DUP et consultable en ligne sous le lien suivant.

https://www.mrae.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/10387_mecplu_bovel_35_2023dkb5_mentionsigne.pdf

